DIAL

L'actualité en bref - janvier 2006

Nicolas Pinet

mercredi 1er février 2006, mis en ligne par Dial, Nicolas Pinet

AMÉRIQUE LATINE

Mercredi 1er février s'est tenue à Madrid une journée de travail sur le processus de conversion de la dette de divers pays d'Amérique latine envers l'Espagne en programmes d'éducation. L'idée, proposée durant la conférence internationale Éducation pour tous en 1996 à Amman fut relancée par le ministre de l'éducation argentin et obtint le soutien du 1er ministre espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero lors de son voyage en Argentine en janvier 2005. Ce dernier s'y est engagé officiellement devant l'Assemblé générale de l'ONU et lors des sommets ibéro-américains de San José (Costa Rica, 2005) et Salamanque (Espagne, 2005). Le gouvernement espagnol a alors souscrit des accords avec l'Équateur (concernant une fraction de la dette de 50 millions de dollars), le Nicaragua (38,9 millions), le Honduras (138,3 millions) et El Salvador (10 millions). Lors de la réunion du 1er février, le ministre de la coopération internationale espagnol, Leire Pajín, a annoncé qu'une partie de la dette de la Bolivie, du Guatemala et du Pérou sera convertie de la même manière. Les programmes éducatifs soutenus vont de la construction de nouveaux locaux, à l'octroi de bourses, la création de nouvelles institutions éducatives... Le gouvernement local fournit 80% du budget, qui sont soustraits du montant de la dette, l'Espagne fournit les 20% restant en tant que coopération au développement.

AMÉRIQUE CENTRALE

Le Traité de libre-échange signé le 24 mai 2004 par les Etats-Unis et 5 pays d'Amérique centrale (Honduras, El Salvador, Costa Rica, Guatemala, Nicaragua), puis signé à son tour par la République dominicaine (DR-CAFTA pour son sigle anglais) n'est pas entré en vigueur le 1er janvier 2006, malgré les pressions américaines pour accélérer la ratification parlementaire du traité et l'adoption des mesures qui doivent permettent aux pays concernés de remplir les conditions requises. Les gouvernements centroaméricains ont en effet procédé avec prudence et le Costa Rica, seul pays n'ayant pas encore ratifié le traité, a renvoyé l'examen du traité aux lendemains des élections présidentielles prévues pour le 5 février.

CARAÏBES

Le 1er janvier est entré en vigueur le marché commun prévu par l'accord de Marché et économie unique de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), désigné par son sigle anglais CSME, auquel participent les Barbades, le Belize, la Guyana, la Jamaïque, le Surinam et Trinidad et Tobago. Le CSME prévoit la suppression des barrières douanières, et la libre circulation des personnes, des biens et des capitaux. Les pays participants remplaceront en 2007 leurs passeports nationaux par un passeport régional. Le lancement officiel du marché commun a eu lieu le 23 janvier. Les pays concernés sont pour l'instant une petite moitié des membres de la CARICOM dont font aussi partie Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Dominique, la Grenade, Haïti, Montserrat, Saint Christophe-et-Nevis, Sainte Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

ARGENTINE

Le tribunal de Lomas de Zamora, au sud de Buenos Aires a condamné à des peines de prison à perpétuité les deux policiers qui tuèrent par balles Maximiliano Kosteki et Darío Santillán lors d'une manifestation du mouvement des piqueteros (mouvement organisé de chômeurs) dans la ville de Avellanada, le 26 juin 2002. Le barrage du pont de Pueyrredón avait entraîné l'intervention des forces de police, provoquant 2 morts et 30 blessés par balles. Les prévenus ont aussi été condamnés pour 7 tentatives d'homicide et 6 autres policiers ont été condamnés à des peines plus légères. Les familles des victimes et les associations de piqueteros ont célébré le verdict, rendu lundi 9 janvier, et demandé que les fonctionnaires de l'ancien président Eduardo Duhalde (2002-2003), qui ordonnèrent la répression, fassent aussi l'objet d'une enquête judiciaire.

Jeudi 26 janvier, l'association des Mères de la Place de mai, présidée par Hebe de Bonafini, a effectué sa dernière Manifestation de la résistance, qui consiste en une ronde de 24 heures autour de la pyramide de la Place de mai. La présidente a déclaré que « l'ennemi n'est plus dans la Casa Rosada [le palais présidentiel] comme pendant la dictature ou comme avec les présidents précédents, et qu'avec ce gouvernement, il ne s'agit plus de résister, mais plutôt d'accompagner ». L'association continuera cependant à effectuer ses rondes du jeudi. Les associations des Mères de la Place de mai - ligne fondatrice -, et des Grands-mères de la Place de mai ont fait savoir qu'elles n'avaient pas été consultées et qu'elles ne partageaient pas la décision parce que « ce n'est pas une manifestation contre le gouvernement » et qu'« il est nécessaire de continuer à réclamer : on ne sait toujours pas où sont les 30 000 disparus, tous les assassins n'ont pas été jugés et nous n'avons pas retrouvé les 500 enfants volés ».

Après presque 3 ans de négociations, l'Argentine et le Brésil ont signé mercredi 1er février un accord qui doit permettre de protéger les secteurs de production qui pourraient être trop durement affectés par la compétition du pays voisin. Le Mécanisme d'adaptation compétitive (MAC) permet de fixer des droits de douane sur le produit "trop" compétitif du pays voisin pour 3 ans, renouvelable une fois. Le MAC, dont l'objectif est de remédier au manque de compétitivité sur le produit concerné, prévoit alors la mise en place d'une Politique d'adaptation compétitive dans le pays concerné. L'accord doit permettre une amélioration de la productivité dans les secteurs les plus faibles des productions nationales.

BOLIVIE

Avant sa prise de fonctions, dimanche 22 janvier, le nouveau président de Bolivie, Evo Morales, élu en décembre avec 53,7% des voix, a réalisé un voyage de 10 jours sur 4 continents, passant par l'Argentine, Cuba et le Venezuela avant de se rendre en Europe, en Afrique du Sud puis en Chine, et de rentrer finalement en Bolivie via le Brésil. Le président a conclu divers accords de coopération et d'aide, notamment avec l'Espagne, Cuba et le Venezuela.

En 1999, la distribution de l'eau à Cochabamba, au centre du pays était privatisée et confiée à l'entreprise Eaux du Tunari, dont les compagnies américaine Bechtel et espagnole Abengoa possédaient 80% des actions. En 2000, le gouvernement d'Hugo Banzer (1997-2001) décidait de résilier le contrat face aux mobilisations massives pour protester contre des augmentations des tarifs du service de 50 à 200%. L'entreprise demanda alors une indemnisation de 50 millions de dollars, puis de la moitié de la somme et, face au refus de l'État, recourut à la Banque mondiale. Un accord a finalement été signé, jeudi 19 janvier, les deux investisseurs étrangers acceptant de céder leurs 80% du capital sans indemnisation. Pour les ONG qui se mobilisèrent, notamment à Madrid pour réclamer le retrait des transnationales de Bolivie, l'accord est une « victoire » et un « précédent important dans la lutte contre la privatisation de l'eau dans le monde ».

CHILI

La candidate socialiste de la Concertation pour la démocratie, une alliance de partis de centre gauche (Parti démocrate-chrétien, Parti pour la démocratie, Parti radical social-démocrate et Parti socialiste),

Michelle Bachelet, a été élue au deuxième tour des élections présidentielles, dimanche 15 janvier, avec 53,49% des voix, contre 46,50% à son rival Sebastián Piñera, du parti Rénovation nationale, de droite. Sa victoire a provoqué de nombreuses manifestations d'allégresse dans les rues de Santiago. La nouvelle présidente prendra ses fonctions le 11 mars ; lundi 30 janvier, elle rendait public la composition de son cabinet qui compte autant de femmes que d'hommes.

Lundi 23 janvier, le juge Mario Cerda a inculpé l'épouse et les enfants de l'ancien dictateur, Augusto Pinochet (1973-1990), accusés d'évasion fiscale et d'usage de faux passeports dans le cadre du procès concernant les comptes bancaires secrets de l'ancien général dans la banque états-unienne Riggs. Ayant payé les cautions requises, les différents accusés sont désormais en liberté provisoire. Mardi 24, Lucía Pinochet, l'une des filles de l'ancien dictateur a fui le pays vers les Etats-Unis, où elle a demandé l'asile politique. Sa demande n'ayant pas été acceptée, elle est rentrée à Santiago.

COSTA RICA

Oscar Arias, ancien président (1986-1990), prix Nobel de la paix (1987) en récompense de ses efforts en faveur d'un accord de paix en Amérique centrale et membre du Parti de libération nationale (PLN), de tendance social-démocrate, est donné favori pour les élections présidentielles prévues le 5 février 2006. Son principal concurrent, Ottón Solis, du Parti Action citoyenne (PAC), de droite, mais perçu comme une alternative aux politiques néolibérales, a vu sa popularité augmenter durant les dernières semaines. Oscar Arias s'est déclaré en faveur de la ratification du traité de libre-échange avec la République Dominicaine, les Etats-Unis et 4 autres pays d'Amérique centrale (DR-CAFTA en anglais), que l'Assemblée législative du Costa Rica n'a pas encore approuvé et auquel les organisations sociales, syndicales et étudiantes s'opposent vigoureusement. La multiplication des candidats (14 au total) rend probable l'hypothèse d'un second tour, qui aurait alors lieu le 2 avril.

ÉQUATEUR

Une incursion aérienne de l'armée colombienne au dessus du hameau de Barranca Bermeja, du côté équatorien de la frontière, samedi 28, a provoqué la terreur des habitants. Dans le cadre d'une opération contre les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), avions et hélicoptères ont mitraillé la zone, sans respect des limites frontalières. Le gouvernement équatorien, qui s'est déclaré neutre vis-à-vis du conflit colombien, a envoyé à Bogota une nouvelle note de protestation, la troisième depuis novembre pour accidents de ce type. L'armée équatorienne a aussi activé depuis lundi ses dispositifs de défense anti-aérienne.

HAÏTI

Les élections (présidentielles et parlementaires), prévues d'abord pour 2004 et déjà reportées 4 fois, ont finalement été fixées au 7 février. La violence dans les rues semble augmenter à mesure que l'échéance approche. Le nombre de victimes civiles dans les affrontements entre des groupes fortement armés et les forces de la Mission de stabilisation des Nations-unies (MINUSTAH) se multiplie. Durant la première quinzaine de janvier, l'hôpital installé par Médecins sans frontières dans le quartier de Cité-Soleil, à Port-au-Prince, a reçu 47 blessés par balles, dont 4 n'ont pas survécu. En décembre, leur nombre était de 80, et en novembre, 34. Le suicide du général brésilien en charge de la force d'intervention de la MINUSTAH, Urano Bacellar, le 7 janvier, assombrit encore le panorama.

MEXIQUE

La campagne pour les élections présidentielles du 2 juillet a commencé officiellement jeudi 19 janvier. Manuel López Obrador, le candidat du Parti de la révolution démocratique (PRD), de gauche, est donné favori par les enquêtes. Felipe Calderón, du Parti action nationale (PAN), actuellement au pouvoir, et Roberto Madrazo, du Parti révolutionnaire institutionnalisé (PRI) sont les 2 autres principaux candidats. De son côté, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN en espagnol) a lancé dimanche 1er janvier

son « autre campagne ». Les membres de l'état-major de l'EZLN vont parcourir le pays pendant 6 mois pour tisser des alliances avec la « vraie gauche » et construire un projet politique alternatif « depuis la société ». Alors que les demandes d'inscription sur les registres électoraux se terminaient dimanche 15 janvier, seuls 21 546 mexicains résidant à l'étranger, sur les 4 millions estimés possédant une identification électorale valide ont profité de la loi votée en 2005 sur l'autorisation de vote par courrier pour demander leur inscription. Le vote des immigrants représentera donc pour cette élection moins de 0,5% des 60 millions d'électeurs.

VENEZUELA

Depuis janvier, la compagnie nationale Pétroles de Venezuela société anonyme (PDVSA) a récupéré le contrôle sur l'ensemble de la production pétrolière du pays en transférant les contrats de services passés avec les investisseurs privés présents depuis les années 90 (Shell, ExxonMobil, Chevron, Total, Repsol YPF, CNPC...) à des entreprises mixtes dont PDVSA sera actionnaire majoritaire.

Le VIe Forum social mondial a lieu cette année en trois endroits différents, après 4 années de réunion à Porto Alegre, au Brésil (2001-2003, 2005), et un an à Mumbai, en Inde (2004). A Bamako, le forum a réuni à la mi-janvier près de 10 000 personnes. Le forum de Caracas, du 24 au 29 janvier, a accueilli 50 000 participants vénézuéliens et 12 000 venant de l'étranger. Fin mars, un troisième forum se réunira à Karachi, au sud du Pakistan.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – L'actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.